

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21641 - 80ÈME ANNÉE

L'isolement de La Réunion est préoccupant.



L'édition 2024 du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FCSA) vient de se terminer à Beijing. C'est probablement la plus grande initiative diplomatique de l'année. Elle a permis aux différents acteurs de mettre en avant les centres d'intérêts de 2 continents milliardaires en population.

La rencontre a enrichi la réflexion sur « *la communauté de destin partagé* » et sur le rôle du « *sud global dans la nouvelle ère* ». Des moyens seront dégagés pour des objectifs concrets. Le pan-africanisme a trouvé un allié solide. Retenons la participation très active de Assimi Goïta parlant du Mali et de l'AES. Peu de choses ont filtré dans les médias réunionnais. Pourtant, dans ce contexte géo-politique, il est facile de noter l'isolement de La Réunion. C'est très préoccupant.

La modernisation.

Voici un extrait du discours de Xi Jinping : « *La modernisation est un droit inaliénable de tous les pays du monde. La voie occidentale*

a infligé de profondes souffrances aux pays en développement. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays du tiers-monde, dont la Chine et les pays africains, ont successivement accédé à l'indépendance et réalisé le développement, et œuvré sans relâche à corriger les injustices historiques dans le processus de modernisation. La République populaire de Chine célébrera cette année son 75e anniversaire. Elle reste déterminée à promouvoir sur tous les plans l'édification d'un grand pays socialiste moderne et le renouveau de la nation par la modernisation à la chinoise. L'Afrique connaît quant à elle un nouvel éveil et avance solidement vers les objectifs de la modernisation fixés par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Dans notre recherche commune de la modernisation, nous lancerons une vague de modernisation du Sud global et écrirons un nouveau chapitre dans la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. » Il a ensuite détaillé un plan en 10 points sur 3 années. Personne ne sera laissée sur le bord du chemin du progrès.

Madagascar, Maurice, la Chine.

Tous les Présidents présents ont eu des séances de travail directes, à portée stratégique. La Chine milite pour un développement pacifique. Cité en exemple pour sa participation historique à cet espace de dialogue, Madagascar aura un soutien décisif pour la modernisation de son agriculture rizicole, tant pour ses besoins intérieurs que dans le but de devenir « *le grenier à riz de l'Océan Indien* ». Le Président Xi Jinping a déclaré que les produits malgaches vont entrer sur le

marché chinois 100% détaxés. Dans la table ronde qui se tenait en parallèle, les entreprises sont invitées à investir dans l'énergie et les infrastructures. Déjà, le 1er septembre 2021, Maurice a eu le privilège de signer avec la Chine, le premier accord de libre échange avec un pays d'Afrique. Maurice bénéficie d'un abattement des droits de douanes sur 90% de ses productions. Ainsi, de 2021 à 2024, nos 2 plus proches voisins structurent avec la 2e plus grande économie du monde un accord de libre échange global.

Et La Réunion ?

La Réunion a le choix de saisir les opportunités de cette ouverture exceptionnelle ou alors de se complaire à jouer le rôle de supplétif choisi par l'Occident dans sa stratégie militaire indo-pacifique anti-chinoise. Ironie de l'Histoire, La Réunion est exclue de la Commission de l'Océan Indien au profit de la France alors que la Chine en est membre observateur. La Réunion est exclue des Accords de Partenariat Économique que l'Union Européenne discute avec nos voisins. Sommes-nous condamnés à n'être qu'une enclave européenne dans cet immense espace de dialogue sino-africain ? Nous tournons le dos à nos voisins situés à 200 km pour Maurice et 600 km pour Madagascar.

Dans une autre logique, issue de la solidarité devant l'inondation dévastatrice, 2 écoles en Chine portent le nom de « *Ecole Espoir Ile de La Réunion* ». Allons-nous entretenir et élargir cet outil de coopération sino-réunionnaise pour l'avenir des générations d'enfants ou abdiquer par ignorance, manque d'ambition et de courage ? Nous avons un lycée aéronautique à Stella, il est tellement facile de le jumeler avec le lycée Airbus à Tianjin. C'est encore plus beau si ce lycée accueille des enfants boursiers des pays voisins. En 2014, anticipant la COP21 à Paris (2015), Paul Vergès a déposé une proposition de

résolution « *pour une nouvelle politique énergétique et un co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien* ». La COI s'en est félicitée mais la France l'a rejetée. L'avenir aurait été différent si la France avait fait adopter à la COP21 l'initiative de coopération du Réunionnais Paul Vergès. La France aurait pu travailler avec la Chine pour réussir ce projet exemplaire au service de tous les pays voisins.

Ary YEE-CHONG-TCHI-KAN

Déficit excessif : la France a demandé un délai supplémentaire pour l'envoi de son plan à Bruxelles

Le ministre des Finances avait annoncé 25 milliards d'euros d'économies dès cette année, mais seuls 10 milliards ont été concrétisés avant les élections législatives anticipées. Mais les coups de rabot pourraient être plus importants.

Le gouvernement français a donc demandé à la Commission européenne une prolongation du délai pour l'envoi de son plan de réduction du déficit public, qui devait initialement être transmis d'ici au 20 septembre, a indiqué le 7 septembre le ministère des Finances.

«*La France a demandé une telle prolongation*» pour «*assurer une cohérence entre le plan et le projet de loi de finances 2025*», a déclaré le ministère de l'Économie au Journal du Dimanche, sans préciser la durée du délai.

Interrogé par l'Agence France Presse, Bercy a confirmé l'information. Visée depuis la fin juillet par une procédure européenne pour déficit excessif, la France doit envoyer d'ici au 20 septembre à Bruxelles son plan de réduction du déficit public jusqu'à 2027, date à laquelle elle doit normalement être revenue sous les 3% autorisés.

Selon les textes européens, la date limite vaut «*sauf si l'État membre et la Commission*

conviennent de prolonger ce délai pour une période raisonnable». La France sera obligée de prendre des mesures correctrices pour respecter à l'avenir les règles budgétaires européennes, sous peine de sanctions financières.

Or en France l'envolée inattendue des dépenses des collectivités et des recettes fiscales décevantes, pourraient pousser le déficit public à 5,6% du PIB cette année, voire 6,2% en 2025, contre 5,5% en 2023, selon des documents budgétaires transmis par Bercy à des parlementaires.

Le gouvernement démissionnaire a préparé pour son successeur un budget 2025 «réversible» qui prévoit pour l'État des dépenses strictement équivalentes à celles de 2024 (492 milliards d'euros) Ce budget sera réparti différemment entre ministères.

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, avait annoncé 25 milliards d'euros d'économies dès cette année, mais seuls 10 milliards ont été concrétisés avant les élections législatives anticipées.

«Un retour dès 2027 du déficit sous les 3%», comme prévu dans la trajectoire pluriannuelle des finances publiques transmise par la France à Bruxelles au printemps, *«supposerait de réaliser environ 110 milliards d'économies d'ici à 2027»,* a prévenu la Direction générale du Trésor dans une note datée de juillet consultée par l'AFP.

Le président de la Cour des comptes Pierre Moscovici a également estimé cette trajectoire *«caduque», «devenue peu vraisemblable et pas forcément souhaitable».* *«Pour y parvenir il faudrait faire une centaine de milliards d'euros d'économie en trois ans»,* a-t-il déclaré dans une interview au Parisien. *«C'est brutal, c'est difficilement faisable politiquement, peu acceptable socialement et économiquement guère cohérent»,* a-t-il estimé.

Michel Barnier fixe la dette de la France comme priorité

Interrogé sur TF1 sur le déficit public abyssal, qui devrait se creuser encore à 5,6% du PIB cette année, le premier ministre ne va pas poursuivre les dérapages des gouvernements précédents.

Le nouveau premier ministre Michel Barnier a fixé parmi ses priorités de revaloriser le travail et ne pas augmenter la dette de la France, dans sa première interview sur TF1.

Interrogé sur le déficit public abyssal, qui devrait se creuser encore à 5,6% du PIB cette année, le nouveau premier ministre a indiqué que *«face à cette urgence, je ne m'interdis pas une plus grande justice fiscale».*

«Je vais (m') efforcer, avec les différents ministres qui seront nommés, de mieux maîtriser, de mieux utiliser l'argent public et de m'appuyer sur des services publics, parce que nous avons besoin de services publics efficaces», a-t-il ajouté.

«Il faut aussi de la croissance, la croissance (...) elle ne tombe pas du ciel, elle ne vient pas de l'administration, elle vient des entreprises, petites grandes ou moyennes, des agriculteurs, des pêcheurs, de notre commerce extérieur, du rôle des Français de l'étranger (...), de nos départements et de nos régions d'outre mer», a indiqué Michel Barnier.

Le chef du gouvernement a évoqué les services publics qui *«sont aussi un besoin immense dans les quartiers urbains, mais dans les campagnes aussi»,* reprenant ainsi les grandes lignes du *«pacte législatif»* présenté par son parti Les Républicains en juillet, dont il a besoin du soutien à l'Assemblée.

«Je pense aux déserts médicaux et je pense naturellement à la santé et au logement», a-t-il affirmé, ajoutant la dette écologique dans ses priorités.


Oté!

« Dovan zinvité lo dyab i kashète son ké ! »

Médam zé Méssyé, la sossyété, koz èk mwin sé koz èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami i paré dann déssèrtènn sironstanss déssèrtin par intére sansa par malkonéssans la sossyété i kashète zot vré pèrsonalité. Dann zistoir kréol, Grandyab i kashète son ké pou maryé avèk la sèr Tizan.

Lotrozour an politik kélk'in téi anparl Fron nassyonal épi li té akiz mouvman-la kashyète son mové fon pou fé kroir son prézantabilité. Donk lo ga téi di : « *lo diab i prezante ali avèk son linz de fête* ». Nèna galman in kozman i di : « *Lé tro poli pou ète onète !* » é sa sé in kozman ni antrovoi lo sanns.

Astèr mi kite azot rofléshir la dsi é ni rotrov pli d'van, sipétadyé.

Justin



La Fédération des Enfants Déracinés des DROM continue son combat pour que l'histoire ne tombe pas dans l'oubli, celle de plus de 2 000 enfants Réunionnais exilés de 1962 à 1984, page sombre de l'histoire de France. C'est dans cet optique que la fédération va participer au Sommet des luttes sociales et environnementales des Outre-mer, au Conseil Économique et Environnemental (CESE) à Paris.

Le sommet LAKOU aura lieu du 04 au 06 octobre 2024 au CESE - 9 Place d'Iéna - 75016 PARIS, il présentera l'histoire d'exilés autour de livres, de documentation, en présence d'ex-mineurs Réunionnais exilés.

Il sera également possible de découvrir les actions de la fédération sur le plan européen en partenariat avec Guido FLURI et sa fondation Suisse éponyme, trois portraits de l'exposition SHAME EUROPEAN STORIES, des informations importantes sur le travail mené afin de lutter contre les abus envers les enfants dans toute l'Europe et une enquête mondiale en cours "OUR VOICE" pour les survivants de violences sexuelles dans l'enfance, en partenariat également avec l'Association France Initiative Justice et sa présidente Maître Elisabeth RABESANDRATANA (avocate de la FEDD), son vice-président Laurent SERMET, professeur à l'institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433